

Installations classées pour la protection de l'environnement

Arrêté préfectoral DCPAT-BAE n°2026-81

**portant mise en demeure de respecter des prescriptions techniques
en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement
et fixant des mesures d'urgence
en application de l'article L. 512-20 du code de l'environnement
à la Société DRT située à Vielle-Saint-Girons**

Le préfet

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 512-20, L. 511-1, L. 514-5 et R. 122.5.II ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 122-1 et suivants ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 26 mars 2025 portant nomination de Monsieur Gilles CLAVREUL, préfet des Landes ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2025-52-SG du 9 septembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Stéphanie MONTEUIL, secrétaire générale de la préfecture des Landes ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998, notamment l'article 32 spécifiant les valeurs limites de rejet des effluents résiduels au milieu naturel ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013 / 401 du 28 juin 2013 autorisant l'extension des activités de la société DRT notamment ses articles 1.3.1, 4.3.2.3 et 4.3.8.3 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2025-97 du 16 avril 2025 portant mise en demeure de respecter des dispositions techniques et fixant des mesures d'urgences ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 9 janvier 2026 relatif à l'inspection du 5 janvier 2026 ;
- VU** les observations formulées le 21 janvier 2026 par l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire transmise le 14 janvier 2026 ;
- CONSIDÉRANT** que la station de traitement des effluents (STEP) du site exploitée par la société DRT à Vielle-Saint-Girons fonctionne depuis l'année 2025 dans un contexte dégradé, consécutif à l'indisponibilité de l'étage de traitement biologique de type MBBR ;
- CONSIDÉRANT** que, dans ce contexte, l'exploitant a mis en œuvre à titre transitoire un dispositif de traitement tertiaire compensatoire, constitué notamment d'un décanteur lamellaire et de filtres au charbon actif, ayant permis, dans des conditions d'exploitation stabilisées, limitées et encadrées, de rétablir la conformité réglementaire des rejets aqueux pendant plusieurs mois jusqu'à la survenance d'un événement incidentel distinct ;
- CONSIDÉRANT** toutefois que ces dispositifs palliatifs, par nature transitoire, présentent une robustesse limitée face à des perturbations hydrauliques et biologiques majeures excédant leur domaine normal de fonctionnement, sans que leur efficacité en régime stabilisé hors événement puisse être remise en cause, notamment au regard des aléas hydrauliques et biologiques susceptibles d'affecter les performances épuratoires de la station de traitement des effluents (STEP) ;

- CONSIDÉRANT** qu'il est établi que, après une période de conformité, depuis le mois de décembre 2025, les concentrations en demande chimique en oxygène (DCO) mesurées en sortie de STEP, comprises entre 2 400 et 2 600 mg/L, excèdent de nouveau de manière significative la valeur limite réglementaire de 300 mg/L, caractérisant une non-conformité persistante des rejets ;
- CONSIDÉRANT** que la situation constatée résulte d'un événement incidentel ponctuel, caractérisé par le blocage du canal d'amenée des effluents, ayant entraîné une perturbation hydraulique du clarificateur, et conduit à la mise hors service des dispositifs de traitement tertiaire compensatoires, dans des conditions excédant leur domaine normal de fonctionnement, telles que décrites dans le rapport d'inspection susvisé, événement indépendant de l'état de remise en service de l'étage de traitement biologique de type MBBR ;
- CONSIDÉRANT** que ces rejets non conformes sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, et qu'il y a lieu, en conséquence, de prescrire sans délai des mesures propres à limiter l'aggravation des risques pour l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** que, pour des raisons biologiques, le rétablissement de la fonction épuratoire du second étage de traitement nécessite un réensemencement préalable du bassin, suivi d'un délai incompressible de montée en charge, estimé par l'exploitant techniquement réalisable dans un délai de l'ordre de deux mois ;
- CONSIDÉRANT** que, dans l'intervalle, l'arrêt total du traitement biologique compromettrait durablement la reconstitution de la biomasse et retarderait le retour à une situation conforme pérenne, et qu'il est dès lors nécessaire de maintenir un fonctionnement transitoire et volontairement limité de la STEP ;
- CONSIDÉRANT** qu'un tel fonctionnement transitoire implique la réduction temporaire de la charge polluante admise en entrée de station, afin de limiter l'ampleur des rejets non conformes tout en permettant le renouvellement progressif de la biomasse épuratrice, sans toutefois permettre de retrouver la conformité tant que les dispositifs palliatifs ne sont pas de nouveau opérationnels ;
- CONSIDÉRANT** que le rejet se fait à l'océan et que, de ce fait, l'impact des rejets non conformes apparaît en première approche limité ;
- CONSIDÉRANT** que ces rejets temporairement non conformes nécessitent toutefois un encadrement de la durée maximale admissible du fait des éléments techniques rappelés ci-dessus et des conditions de maintien d'un niveau de non conformité aussi réduit que possible ;
- CONSIDÉRANT** qu'au regard des éléments communiqués par l'exploitant, cette stratégie nécessite la mise en œuvre d'une période de fonctionnement transitoire d'une durée de deux mois, d'après l'exploitant et les données techniques de la STEP, au cours de laquelle la charge polluante doit être maintenue à un niveau compatible avec le dimensionnement nominal de l'outil de traitement biologique ;
- CONSIDÉRANT** qu'il convient par ailleurs de caractériser l'impact environnemental et sanitaire des rejets non conformes émis depuis le mois de décembre 2025, afin de s'assurer de l'absence d'atteinte durable aux milieux et aux usages associés ;
- CONSIDÉRANT** que la remise en service de l'étage de traitement biologique de type MBBR, exigée par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 avril 2025 au titre de la conformité structurelle et pérenne de l'installation, n'a pu intervenir dans les délais initialement prévus et est désormais envisagée à l'échéance de la fin du mois de mars 2026, compte tenu des difficultés techniques rencontrées dans l'avancement des opérations de vidange et de remise en état du bassin, liées notamment aux contraintes d'accessibilité des ouvrages ainsi qu'à la nature et à la qualité des boues extraites ;
- CONSIDÉRANT** que le plan d'actions prévu au dernier alinéa de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 16 avril 2025 susvisé a été engagé par l'exploitant, mais qu'il apparaît nécessaire de compléter cet arrêté afin de préciser cette nouvelle échéance ainsi que les modalités associées à la remise en service de l'étage de traitement biologique de type MBBR, au regard des contraintes techniques identifiées ;

CONSIDÉRANT qu'il ressort des constats d'inspection que, si un événement de même nature était survenu en configuration de fonctionnement nominal de la station de traitement des effluents, incluant un étage de traitement biologique de type MBBR opérationnel, l'installation aurait également été mise en défaut, le seul fonctionnement du MBBR ne permettant pas, à lui seul, d'assurer la conformité des rejets en l'absence des ouvrages de clarification et de traitement biologique en aval ; mais aurait toutefois permis de réduire la charge de pollution rejetée dans le milieu naturel lors de l'incident ;

CONSIDÉRANT qu'en application des articles L. 171-8 et L. 512-20 du code de l'environnement, le Préfet peut par ailleurs prescrire des mesures conservatoires et la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires les conséquences d'un incident survenu dans une installation ;

SUR PROPOSITION de la secrétaire générale de la préfecture des Landes,

ARRÊTE

Article 1 – Abrogation partielle

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2025-97 du 16 avril 2025 portant mise en demeure sont abrogées en ce qu'il concerne :

- le respect des valeurs limites d'émission des rejets aqueux ;
- l'encadrement du fonctionnement transitoire de la station de traitement des effluents.

Les dispositions de cet arrêté relatives à la remise en service du premier étage de traitement biologique de type MBBR restent en vigueur et sont complétées par l'article 3 du présent arrêté.

Article 2 – Mise en demeure

La société DRT, exploitant le site industriel situé au 448, route de l'Océan, 40560 Vielle-Saint-Girons, est mise en demeure de se conformer aux dispositions réglementaires suivantes, **dans un délai de 2 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

- Article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ;
- Articles 4.3.8.3 et 4.3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2013.

À cet effet, en tant que de besoin, l'exploitant ajuste la charge polluante admissible de la station de traitement des effluents résiduaires (STEP) en vue de respecter la concentration moyenne journalière des rejets sur les paramètres de son arrêté d'autorisation.

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant propose une organisation pérenne pour le traitement des effluents dont il a la responsabilité.

Article 3 – Complément à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2025-97 du 16 avril 2025 relatif au respect de l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2013

La société DRT est mise en demeure, à titre de complément à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2025-97 du 16 avril 2025, de se conformer aux dispositions de l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2013, relatives à la conception, au dimensionnement, au fonctionnement et à l'exploitation de l'outil de traitement des rejets, **dans un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté. En particulier, dans le même délai, l'exploitant remet en service le premier étage de type MBBR de sa station de traitement.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, à l'issue de ce délai, les justificatifs attestant de la mise en conformité effective de l'outil de traitement (procès-verbal de réception des travaux, compte-rendu d'opération...), ainsi qu'une analyse conforme des rejets dans le milieu naturel à l'issue de la remise en service de l'installation.

Article 4 – Mesures d’urgences

Article 4.1 – Limitation des flux de polluants émis à l’environnement

Jusqu’au rétablissement effectif de la conformité réglementaire des rejets au regard des valeurs limites réglementaires applicables, le mode d’exploitation est adapté pour limiter les flux de polluants émis vers l’environnement tout en permettant la reconstitution progressive de la biomasse épuratrice du traitement biologique.

Sous réserve des premières conclusions de l’étude d’impact environnemental et sanitaire, ainsi que des résultats des surveillances environnementales réalisées par l’exploitant conformément aux dispositions de l’article 4.2 du présent arrêté, et à condition que ces éléments ne remettent pas en cause la préservation des intérêts mentionnés à l’article L. 511-1 du code de l’environnement, l’exploitant est autorisé à une charge polluante en entrée de station strictement nécessaire, et en tout état de cause limitée à **12 tonnes par jour**, au maintien du fonctionnement de son installation de traitement des effluents aqueux.

Cette mesure est autorisée pour une **durée maximale de deux mois** à compter de la notification du présent arrêté. Elle est mise en œuvre pour le temps strictement nécessaire au rétablissement de l’efficacité des dispositifs de traitement, en adéquation avec la charge polluante générée par le site en situation de fonctionnement nominal.

L’exploitant justifie **sous 1 mois** par un planning de travaux et des éléments techniques le délai qui lui est nécessaire pour un retour à la conformité.

Article 4.2 – Surveillance des rejets et Étude d’impact environnemental et sanitaire des rejets non conformes

Dès la notification du présent arrêté, l’exploitant met en place une surveillance quotidienne du point de rejet, maintenue jusqu’à la mise en conformité des rejets issus de la station de traitement des effluents (STEP), afin de s’assurer de l’absence d’impact des rejets sur l’environnement. Cette surveillance comprend notamment des contrôles visuels et olfactifs visant à vérifier l’absence de désordre au droit du point de rejet, ainsi que la bonne diffusion des rejets en milieu marin, sans création de lagune au niveau de la plage.

Dès la notification du présent arrêté, l’exploitant met en œuvre un **renforcement du suivi de la qualité des rejets**, comprenant la réalisation de contrôles hebdomadaires portant sur les paramètres suivants : DCO, MES, DBO₅, azote total, phosphore total, indice phénol, toluène, xylène et hydrocarbures totaux. Les résultats de ces contrôles sont tenus à la disposition de l’inspection des installations classées.

Sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, l’exploitant réalise une étude d’impact sur la qualité du milieu récepteur et une évaluation des risques sanitaires associés aux milieux impactés par les rejets d’effluents résiduels non conformes émis à l’environnement.

Sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les résultats d’analyses des différents prélèvements sont interprétés selon la démarche d’interprétation de l’état des milieux (IEM) (méthodologie sites et sols pollués) en vue d’identifier une éventuelle contamination de l’environnement par les flux de polluants émis par l’installation. Ainsi, l’état naturel de l’environnement (zones témoins) et les valeurs de gestion réglementaires en vigueur pour les eaux de boisson, les denrées alimentaires... sont les références pour l’appréciation des risques et la gestion. Cette évaluation permettra de statuer sur la conservation des usages des milieux impactés ou sur la nécessité d’établir des restrictions.

Article 5 – Frais

Tous les frais occasionnés par les études, analyses et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l’exploitant.

Article 6 – Sanctions

Dans le cas où l’une des obligations prévues aux articles ci-avant ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l’encontre de l’exploitant les sanctions prévues à l’article L. 171-8 du code de l’environnement.

Article 7 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Landes pendant une durée minimale de deux mois.

Article 8 – Ampliation

La secrétaire générale de la préfecture des Landes, le maire de la commune de Vielle-Saint-Girons, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société DRT Vielle-Saint-Girons.

Mont-de-Marsan, le **19 MARS 2026**

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,


Stéphanie MONTEUIL

Voie et délai de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Pau (Villa Noullobos - 50 Cours Lyautey - 64010 PAU Cedex) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr :

- 1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté,
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).